

Interview de Jean-Pascal van Ypersele

Le GIEC doit être la voix la plus solide du climat

Dans quelques semaines, le GIEC élira les membres de son Bureau pour plusieurs années - jusqu'au prochain rapport d'évaluation. Cet organe, qui comporte 34 membres, est responsable de gérer le processus de rédaction de rapports et de conseiller l'assemblée des États membres dans la prise de décision, tout en supervisant la qualité des travaux scientifiques et de la communication.

Jean-Pascal van Ypersele est candidat à la Présidence, avec le soutien de la Belgique. Nous lui avons demandé d'exposer ses motivations et sa vision pour le GIEC.

Interview : Alain Tondeur et Soumaya Majdoub [*]

Bonjour professeur. L'élection à la présidence du GIEC aura lieu le mois prochain. Vous êtes en pleine campagne électorale, à peine rentré de Nairobi et Bonn, vous vous préparez à un programme très chargé au Maroc. Qu'est-ce qui vous motive ?

JP van Ypersele : J'entends mettre ma longue expérience en matière de changements climatiques au service de la communauté internationale, au Nord, au Sud, partout, de manière à essayer de faire avancer les choses. Parce que les changements climatiques constituent une urgence de plus en plus importante dans un nombre croissant de pays. Ça devient une question vitale et même une question existentielle pour certains pays. Des centaines de millions de personnes sont déjà menacées aujourd'hui et le seront encore plus demain. Les rapports d'évaluation du GIEC synthétisent les connaissances relatives aux changements climatiques. Je voudrais mettre cette science au service des meilleures décisions politiques.

Votre dépliant de campagne évoque un GIEC plus pertinent. Alors que les changements climatiques progressent rapidement et que l'échéance de 2030 est toute proche, certains s'interrogent en effet sur la pertinence d'un nouveau cycle de cinq à sept ans pour le GIEC, débouchant sur plus de 4 000 pages de rapports. Qu'en pensez-vous ?

JP van Ypersele : Le travail du GIEC fournit les bases des décisions politiques qui sont prises, tant au niveau international qu'au niveau national. Il le fait depuis plus de 30 ans, puisque le GIEC va fêter cette année ses 35 ans d'existence. Je crois essentiel qu'il continue son travail sur la base du mandat qui lui a été donné par l'Assemblée générale des Nations Unies : évaluer les aspects scientifiques, techniques, et socioéconomiques des changements climatiques, y compris les options d'action ; faire cette évaluation de la manière la plus rigoureuse possible, dans le but d'aider à la décision politique. C'est ça la pertinence du GIEC. C'est le sens du service, le sens de l'utilité. Il faut que les informations évaluées et synthétisées par le GIEC soient les plus utiles possibles. Aujourd'hui, l'heure n'est plus seulement à affiner le diagnostic scientifique sur ce qui se passe dans le système climatique. On sait que les gaz à effet de serre produits par la combustion des combustibles fossiles et par le déboisement causent l'essentiel du réchauffement et du dérèglement du climat. Dans

les années à venir, les travaux du GIEC doivent absolument être orientés davantage vers les solutions, tant en matière d'atténuation que d'adaptation et de financement.

L'adaptation est évidemment l'urgence numéro 1. Il s'agit de s'adapter à la partie des changements climatiques qui est déjà là, afin que les impacts soient les plus faibles possible : impacts sur les personnes, sur la vie humaine, sur la santé, sur l'existence parfois, mais aussi sur l'agriculture, les écosystèmes, les infrastructures, l'économie...

Au-delà de l'adaptation, il faut absolument contribuer davantage à atténuer le réchauffement, c'est-à-dire à réduire les émissions nettes de gaz à effet de serre — en premier lieu de CO₂, qui est le principal gaz à effet de serre d'origine humaine. Cette réduction est indispensable pour que le problème auquel on essaie de s'adapter ne devienne pas si important qu'il ne sera tout simplement plus possible de s'y adapter. Il faut pour cela rester sous la barre de 1.5°C de réchauffement.

Il s'agit enfin de contribuer à dégager des solutions afin que le financement à l'échelle internationale permette de réaliser ce qui doit être dans les domaines de l'adaptation et de l'atténuation. À ces trois domaines — adaptation, atténuation, financement — on pourrait ajouter un quatrième qui est devenu incontournable, malheureusement : le financement des pertes et préjudices.

Tout cela doit être mené d'une manière beaucoup plus déterminée et le GIEC doit être au service d'une évolution dans cette direction-là. Il doit continuer à fournir des informations qui affinent le diagnostic scientifique. Mais il doit aussi mieux expliquer comment mettre en œuvre les nombreux éléments de solutions qui existent, de la manière la plus efficace possible, notamment en cherchant un maximum de synergies entre les différentes actions dans le domaine climatique et dans d'autres domaines de développement durable.



© Martin Vekemans



Plantations d'arbres avec Elizabeth Wathuti (Green Generation Initiative) et les enfants de la région de Nyeri, Kenya, juin 2023. Photo : PwG (CC-BY).

À ce propos, vous insistez sur l'importance des objectifs de développement durable (ODD) en tant que cadre essentiel pour l'analyse et pour l'action du GIEC. Qu'est-ce que cela signifie concrètement, aux deux niveaux — analyse et action ? Et comment voyez-vous la meilleure intégration de l'ODD 13 (climat) aux autres ODD ?

JP van Ypersele : Je pense effectivement très important d'intégrer toutes les dimensions de l'action climatique dans le cadre de l'Agenda 2030 et des 17 objectifs de développement durable. Le GIEC a montré à plusieurs reprises les nombreuses synergies entre les différents objectifs. Il a montré en particulier que l'on peut contribuer à éliminer la pauvreté — l'ODD 1, qui est évidemment essentiel — tout en s'adaptant aux changements climatiques, en réduisant les émissions nettes de CO₂, en améliorant la santé des populations, etc. Ces synergies ont été mises en lumière au niveau de l'analyse par le GIEC dans ses derniers rapports, notamment dans le rapport spécial sur un réchauffement de 1,5 degré et dans les volumes II et III du Sixième rapport. Je crois qu'il faut poursuivre dans cette direction-là. Quand on s'occupe du climat le lundi, de la pauvreté le mardi et de la biodiversité le mercredi, on ne tire pas parti de toutes les synergies. Il convient de casser les murs entre les silos, de considérer les problèmes ensemble avec une plus grande ouverture d'esprit. Je suis convaincu que le GIEC peut aider en mettant ces analyses au service de l'action politique — et en les approfondissant, car la littérature sur le sujet évolue évidemment.

Vous souhaitez que le GIEC devienne encore plus utile pour les décideurs politiques — sans être prescriptif, bien entendu — en identifiant mieux les besoins de ceux-ci en début de processus. Qu'entendez-vous par là et quelles sont vos propositions en la matière ?

JP van Ypersele : J'ai été frappé lors des dernières plénières du GIEC par le temps considérable consacré à discuter des préoccupations de certains gouvernements — et exprimer celles-ci est bien sûr leur droit le plus strict — par rapport à la manière dont le rapport avait été élaboré. Quand des préoccupations de ce genre sont exprimées en fin de processus, il est largement trop tard pour corriger le tir. Je suis convaincu qu'un meilleur dialogue entre la communauté scientifique qui prépare ces rapports, d'une part, et les décideurs politiques qui constituent leur principale audience, d'autre part, permettrait de tracer dès le départ une meilleure orientation, à travers une table des matières plus pertinente. De la sorte, les rapports élaborés répondraient mieux aux besoins, aux préoccupations des décideurs politiques. Il ne s'agit évidemment

pas de faire écrire les rapports par les décideurs, mais de faire en sorte qu'ils répondent mieux aux attentes, aux besoins d'informations utiles susceptibles d'être transformées en décisions. Cela contribuera à rendre le travail des scientifiques plus pertinent. C'est ce que je voudrais faire et cela demande notamment un processus de cadrage plus inclusif au début du processus d'élaboration d'un rapport.

Cette proposition ne risquerait-elle pas néanmoins d'augmenter le poids du politique par rapport aux scientifiques dans les travaux du GIEC ?

JP van Ypersele : Il est essentiel que les scientifiques gardent le dernier mot sur le contenu des rapports du GIEC. Ceux-ci doivent être basés sur la littérature scientifique, c'est évident. Mais ces rapports ne sont pas destinés qu'à la communauté académique. Le GIEC n'a pas pour fonction principale de mettre en valeur les travaux des scientifiques. Sa fonction est de fournir aux décideurs du monde entier les informations les plus utiles à la décision politique face à un problème urgent qui concerne de plus en plus les pays du monde entier. Il ne s'agit donc pas ici de donner une influence indue aux décideurs politiques en leur permettant d'imposer leurs préoccupations, mais simplement d'être sûrs dès le départ que les auteurs vont rédiger leurs rapports en ayant bien compris les attentes des décideurs en termes de matières à explorer.

Vous insistez beaucoup sur l'inclusivité dans le travail du GIEC, en particulier à l'égard des chercheurs du Sud, des jeunes chercheurs et des jeunes chercheuses en particulier. Pourquoi est-ce si important et avez-vous une feuille de route pour concrétiser cet objectif ?

JP van Ypersele : C'est important parce que le GIEC est une organisation internationale dont les rapports doivent absolument être représentatifs de la diversité des situations. Celles-ci varient selon les pays, les conditions et le niveau de développement, la géographie, la richesse du pays, les décisions qui ont déjà été prises ou pas. Pour tenir compte de cette diversité, les centaines d'auteurs du GIEC doivent assurer une représentation bien équilibrée. Il est donc absolument essentiel d'avoir des autrices et des auteurs venant de toutes les régions du monde, et qui y travaillent de préférence, afin d'amener leurs connaissances du terrain, leurs perspectives, leurs manières de voir les choses, leurs priorités aussi, de la manière la plus adéquate. L'humanité étant composée de femmes pour moitié, et les impacts des changements climatiques les affectant au premier chef, il est essentiel que la proportion des

autres tendent vers 50 %, pour que le GIEC bénéficie pleinement de leurs compétences et de leurs perspectives. Je serai très attentif à cet aspect, pour lequel je bénéficie déjà maintenant des conseils de mon équipe de campagne, entièrement féminine !

Comment faire ? La première chose, c'est un état d'esprit et c'est le mien : au cours du prochain cycle, le GIEC doit absolument être plus inclusif que jamais, et faire en sorte que chacune et chacun se sente respecté·e. J'essaierai d'insuffler cet état d'esprit dans toutes les composantes du GIEC, dans les groupes de travail, dans la Task force sur les inventaires, au secrétariat, dans l'ensemble de ce que le GIEC fera. Cela se traduira évidemment lors de la sélection des autrices et des auteurs : il faudra également davantage d'auteurs et d'autrices des pays en développement, des plus vulnérables en particulier. Il faudra aussi qu'il y ait plus de jeunes scientifiques, qui apporteront des perspectives et une énergie nouvelles. Encore faut-il que ces auteurs aient les mêmes moyens d'accès à l'information scientifique, par exemple, et le même niveau de soutien que leurs collègues des pays développés. Le travail du GIEC et des auteurs du GIEC étant volontaire, de l'aide sera parfois nécessaire pour que les auteurs puissent assurer le travail de synthèse en plus de leurs tâches quotidiennes. Je tiens aussi beaucoup à maintenir et développer le Programme des bourses de doctorat du GIEC, initié après que le GIEC a reçu le Prix Nobel de la Paix [1]. Je suis en quête de financements pour réaliser ces différents objectifs auprès de différents organismes internationaux et je pense être sur une bonne voie. Si je suis élu, j'espère pouvoir concrétiser ces éléments et avancer des propositions novatrices dès le début de mon mandat.

Vous dites que les pays du Sud sont doublement victimes des changements climatiques et vous évoquez un changement de leur trajectoire de développement. En quoi ce changement de trajectoire peut-il consister et comment le GIEC pourrait-il le faciliter ?

JP van Ypersele : J'ai utilisé l'expression « double injustice » il y a 15 ans déjà dans une publication [2]. Pourquoi ? Parce que les principaux responsables historiques des émissions de gaz à effet de serre sont les pays développés, les pays du Nord. Il ne faut pas le cacher, c'est tout à fait clair. Il faut que ce soit reconnu et assumé car, en même temps, les impacts des changements climatiques sont les plus vifs dans les pays les plus vulnérables, qui sont aussi ceux qui ont le moins émis. Beaucoup d'impacts sont vécus, par exemple, en Afrique, en Asie du Sud ou dans les petits États insulaires, des régions qui ont très peu contribué aux émissions. Comment le GIEC peut-il contribuer à réparer cette double injustice ? Entre autres en fournissant les informations les plus pertinentes par rapport aux solutions qu'il est possible de mettre en œuvre, en tenant compte de ce contexte historique et de ces responsabilités « communes, mais différenciées » [3].

Selon moi, la conscience de ce contexte doit être aussi un état d'esprit dans le travail du GIEC et de ses auteurs. Il y a dans la littérature scientifique aujourd'hui de plus en plus d'éléments permettant de concevoir, dans les différents pays du monde, des politiques tenant mieux compte de cette double injustice historique. En fournissant les informations pertinentes, le GIEC apportera sa pierre à l'évolution vers un monde plus juste, à cette « transition juste » dont on parle de plus en plus. Le GIEC ne décide évidemment pas ce qu'il faut faire : il ne prend pas les décisions, et n'organise pas non plus les COP. Mais il peut inspirer, mettre le doigt sur l'urgence d'agir et sur les options qui sont à la disposition des décideurs du monde entier. Je voudrais que le GIEC le fasse en étant bien conscient du contexte historique : il sera mieux écouté.

Ce contexte historique implique aussi de changer les trajectoires de développement des pays du Nord. Comment le GIEC pourrait-il, à ce niveau-là aussi, contribuer à une évolution favorable ?

JP van Ypersele : Il est clair que le problème climatique est global. Un kilo de CO₂ a le même effet sur le climat, qu'il soit émis à New York, à Bruxelles ou à Tombouctou. Mais — et c'est un grand « mais » ! — les émissions à New York sont beaucoup plus importantes par personne que les émissions à Bruxelles et encore bien plus importantes que les émissions à Tombouctou, par exemple. Le GIEC doit évidemment tenir compte de cette réalité et il a été très clair dans ses derniers rapports : les efforts les plus importants en termes d'atténuation doivent être faits par ceux qui polluent le plus. Mais il y a aussi un travail à faire dans l'ensemble du monde de manière à ce que les trajectoires des pays qui sont aujourd'hui en développement ne se limitent pas à copier les trajectoires passées des pays développés, auquel cas on se retrouverait dans une situation à peine meilleure d'ici quelques décennies.

Une collaboration internationale est nécessaire, face à ce problème global, et il faut que cette collaboration tienne compte du fameux principe des responsabilités communes, mais différenciées.

Les trajectoires de développement qui doivent changer le plus et le plus vite aujourd'hui sont celles du Nord. Il faut préciser que ce sont surtout les modes de consommation des plus riches au Nord qui sont en cause, parce qu'au Nord, tout le monde n'est pas riche non plus. Les niveaux d'émissions par habitant peuvent être très différents au sein des pays développés. Il faut en tenir compte également. Que ce soit au Nord ou au Sud, il ne s'agit pas de dire aux personnes qui émettent très peu qu'elles doivent réduire leurs émissions. Il faut d'abord agir sur les leviers les plus importants, c'est-à-dire non seulement les personnes, mais aussi les secteurs où les émissions sont les plus importantes. Le GIEC a été très clair là-dessus et il devra l'être encore plus dans les années qui viennent.



Inscription pour recevoir gratuitement les futures Lettres : lettre@plateforme-wallonne-giec.be avec le sujet « abonnement »

UCLouvain

[1] ipcc.ch/2023/03/15/seventh-round-of-scholarship-awards

[2] van Ypersele 2006, *L'injustice fondamentale des changements climatiques*, Alternatives Sud : cetri.be/L-injustice-fondamentale-des Publié sous une forme adaptée en anglais dans *Social developments in the European Union 2007*, ETUI : tinyurl.com/etui-org-vanyp

[3] Ce principe est au cœur de la Convention cadre des Nations Unies sur les Changements climatiques (CCNUCC, 1992) : « le caractère planétaire des changements climatiques requiert de tous les pays qu'ils coopèrent le plus possible et participent à une action internationale, efficace et appropriée, selon leurs responsabilités communes mais différenciées, leurs capacités respectives et leur situation sociale et économique ». Voir tinyurl.com/unfccc-fr, 6^e paragraphe.



Photo : IISD/ENB | Anastasia Rodopoulou

En matière de gouvernance, vous insistez très régulièrement sur l'amélioration de la communication et de la transparence dans un GIEC plus dynamique. Comment envisagez-vous de progresser dans cette voie ?

JP van Ypersele : Pour la gouvernance, c'est assez simple. Il y a des procédures et des structures au GIEC qui doivent évidemment être respectées. Elles émanent de décisions de l'Assemblée plénière du GIEC, constituée de représentants des gouvernements du monde entier. Il faut travailler dans ce cadre-là, mais il y a un état d'esprit que je compte insuffler, comme Président, dans le travail du GIEC : l'esprit de collégialité et de collaboration. Il y a plus dans deux têtes que dans une, et dans trois que dans deux, etc. Nous devons travailler ensemble dans toute notre diversité. Parce que tout le monde n'a pas les mêmes avis sur tous les sujets, des compromis devront parfois être dégagés. Les Belges sont connus pour leur capacité à trouver des compromis et je compte exercer cette capacité dans la gouvernance du GIEC, si je suis élu à sa présidence.

En termes de communication, je pense que le GIEC n'a de sens que si son travail est bien connu par la communauté internationale. Je suis donc déterminé à porter une attention particulière à cette question, à utiliser tous les outils possibles pour que le GIEC soit bien compris. Je veux qu'il soit encore mieux compris qu'il ne l'est aujourd'hui, encore mieux entendu, encore mieux écouté. Les messages clés doivent être très clairs. Je suis fier d'avoir pu présider à l'élaboration de la première stratégie de communication du GIEC quand j'étais Vice-président, entre 2008 et 2015. Mais les choses évoluent. Nous sommes presque dix ans plus tard maintenant. Le GIEC doit avoir une stratégie de communication et des moyens de communication à la hauteur de l'urgence climatique et de l'urgence du développement durable. Je suis convaincu que l'on peut faire de grands progrès dans ce domaine, en utilisant différents outils, par exemple des vidéos, ou en organisant davantage de sessions de formation décentralisées dans les pays, et aussi dans d'autres langues que l'anglais. Je suis fier à cet égard du travail de la Plateforme wallonne pour le GIEC que j'ai créée en 2016 avec le soutien du gouvernement de la Wallonie pour mieux faire connaître le travail du GIEC dans le monde francophone.

« Le GIEC doit être la voix scientifique la plus solide du climat », dites-vous. Cela semble bien résumer vos intentions...

JP van Ypersele : En effet. J'ai emprunté, avec son autorisation, cette expression de « GIEC, voix du climat » à Kari De Pryck, qui a publié un livre très intéressant sous ce titre [4]. Vous savez, je n'ai manqué que deux COP depuis la première en 1995. Au cours de ces réunions, on entend beaucoup la voix des pays. Mais il y a une voix qu'on n'entend pas : celle du climat justement. C'est une « Partie » essentielle, mais elle n'a pas de voix en tant que telle dans ces négociations. Je voudrais donc que le GIEC soit la voix mondiale du climat et des sciences du climat. C'est évidemment une manière de parler, mais ça signifie que les messages du GIEC, ses rapports reflétant la réalité des changements climatiques en cours et projetés, ainsi que leurs impacts et les options d'action doivent être communiqués de la manière la plus claire possible. On ne peut pas se contenter de déposer sur la table des décideurs politiques des rapports de 3 000 ou 4 000 pages ou même des résumés de 30 ou 40 pages. Il faut que personne n'ignore ce que dit le GIEC, sur la base de la science.

[4] De Pryck, K. (2022), « GIEC, la voix du climat », Presses de Sciences Po.

Le bureau du GIEC et le processus électoral

Les élections pour la Présidence du GIEC et les 33 autres postes de son Bureau auront lieu du 25 au 28 juillet à Nairobi, au siège local des Nations Unies. Participeront à cette réunion les représentants dûment mandatés de tous les pays membres du GIEC, c'est-à-dire tous les pays des Nations unies. Chaque pays dispose d'une voix, et il faut la majorité simple pour être élu.

La durée du mandat est habituellement de l'ordre de 5 à 7 ans, aux cours desquels le GIEC rédige un ensemble de rapports spéciaux et un rapport d'évaluation. Le mandat s'achève avec la publication du Rapport de synthèse.

Pour plus d'information

- Sur l'élection : <https://www.ipcc.ch/about/ar7-elections>
- Sur le programme de Jean-Pascal van Ypersele : jpvanyper.be

Si vous êtes élu, comment souhaitez-vous incarner votre fonction de Président du GIEC ?

JP van Ypersele : Je souhaite que le GIEC soit vraiment représentatif de la diversité des situations climatiques et des solutions nécessaires, et je voudrais porter sa voix de la manière la plus éloquente possible. Je trouve très important d'aller voir ce qui se passe dans les différents pays, très concrètement. Pas seulement au niveau des ministères, mais aussi au niveau du terrain, pour voir la réalité des impacts des changements climatiques et des solutions mises en œuvre ici et là. Lors de cette campagne pour la présidence du GIEC, j'ai eu la chance de pouvoir faire un certain nombre de visites sur le terrain, notamment en Éthiopie, en République démocratique du Congo, au Bangladesh et en Inde. Elles m'ont permis de voir de la souffrance, mais aussi de l'espoir. Si je suis élu, je serai un président du GIEC à 200 % : 100 % pour le GIEC lui-même — pour qu'il soit plus efficace, plus éloquent, mieux compris, plus pertinent, etc. ; et 100 % pour développer des partenariats avec d'autres organisations, résoudre les problèmes que le GIEC ne pourra pas résoudre tout seul, et être en contact avec le terrain. Je ferai un maximum de visites, d'abord dans les pays que je n'ai pas eu l'occasion de visiter lors de cette campagne. Je pense que c'est très important. Pour que le GIEC soit la voix du climat, la voix de ce qui concerne le climat, son Président doit avoir les deux pieds sur le terrain, en contact avec la réalité.